

entreprises qui organisent soigneusement leur insolvabilité ou dissimulent leurs biens. Dans d'autres secteurs, tel celui des pensions alimentaires l'exécution, à cause de la médiocrité du patrimoine des débiteurs, reste inopérante.

Dans ces conditions, la loi sur les saisies bien que récente révèle déjà ses lacunes, ce qui fait dire au président KRONIKER qu'elle recelait des faiblesses dès sa publication ; Toutefois aucune modification ne saurait, pour l'instant, être envisagée.

Il appartient donc aux praticiens, les huissiers, de donner à ce nouveau texte son maximum d'efficacité, ce qui n'est pas encore le cas.

Ceci est capital pour le succès de la loi car les citoyens affichent une certaine défiance à l'égard des institutions judiciaires et des avocats et s'adressent, de préférence, pour leurs recouvrements à des sociétés spécialisées, qui d'ailleurs sollicitent aujourd'hui un texte les autorisant à se regrouper en chambre nationale.

Cependant, la loi sur les saisies et sur l'huissier dévoile les ambitions des autorités hongroises qui entendent bien affirmer leurs exigences à l'égard de notre profession.

La libéralisation a eu pour effet d'apporter un flux considérable de demandes d'exécutions (jusqu'alors stockés dans les tribunaux) dans les offices d'huissiers (entre 100 et 150

par mois). Les huissiers sont dans l'impossibilité matérielle de traiter un volume aussi important de saisies, aussi opèrent-ils des choix dans les dossiers et privilégient-ils les plus lucratifs.

Cette situation favorise un courant de critiques de la part de certains créanciers victimes d'un traitement tardif de leurs dossiers. Cette attitude alimente un front de contestations sur la fonction de l'huissier libéral et ternit l'image de l'institution qui est galvaudée par quelques incrédules souvent peu au fait du rôle de l'huissier.

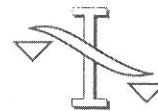
Au demeurant l'action de l'huissier est positivement appréciée par les magistrats qui relèvent une plus grande efficacité dans l'exécution des jugements depuis la venue des huissiers libéraux. Néanmoins, il faut déplorer les écueils créés par certains fonctionnaires des tribunaux désabusés par l'infériorité de leur condition sociale. Par ailleurs, l'impéritie administrative des juridictions encore aspirée par les lourdeurs de fonctionnement d'antan, sont sources de quelques dysfonctionnements regrettables. Abordant l'aspect tarifaire de la fonction, M. VIDA devait s'interroger sur la rentabilité de l'activité soulignant au passage qu'il s'agissait d'une question de méthodes de gestion propres aux huissiers «c'est un risque, et il appartient aux huissiers de s'organiser pour rentabiliser leurs activités».

L'application des tarifs laissait apparaître de grandes zones d'ombre. Peut-être faudrait-il un texte réglementaire d'adaptation ?

Enfin, pour clôturer son intervention M. VITA devait rappeler toute l'attention qu'il portait à l'organisation de la formation des huissiers. La loi prévoit une mise à niveau des connaissances juridiques de l'huissier : Il faut une élévation du niveau de formation tout en privilégiant la pratique. L'UIHJ doit d'ailleurs activement coopérer à la mise en place d'un service de formation.

Après les propos tenus par M. VIDA, Mme Olga HILDEBRAND, Chef adjoint du département du Ministère de la Justice, devait se livrer à un large examen de la situation des huissiers aux termes de deux années d'activité.

Mme HILDEBRAND devait exprimer une certaine déception devant le manque d'intérêt suscité par la création de l'huissier libéral en Hongrie ; hormis le ministère de la justice les autorités gouvernementales n'ont manifesté qu'une discrète attention aux huissiers libéraux. Une campagne de communication vient d'être entreprise avec quelques profits, notamment auprès du ministère des finances (qui entendrait assujettir les actes d'huissiers à une taxe de 25 % !).



L'application des règles tarifaires suscite de nombreuses réclamations contre les huissiers. Par ailleurs, la lenteur dans l'exécution pour les dossiers, les moins rémunérateurs, est souvent dénoncée.

Le ministère de la justice estime aussi que le nombre des huissiers est insuffisant comp-

Malgré cela le ministère de la justice juge «très supérieure», aux huissiers, fonctionnaires, l'efficacité des huissiers libéraux et se réjouit de la qualité, en général excellente, des contacts noués par les huissiers avec les débiteurs.

Lorsque le créancier, en raison de son impécuniosité, ne

d'un large examen. En Hongrie les huissiers doivent souscrire une assurance responsabilité civile de un million de Forints minimum moyennant le paiement d'une prime de 18 000 Forints (30 Forints = 1 FF.)

Enfin, l'orateur devait parachever son intervention en exhortant la profession à faire montre de vigilance quant à la qualité du travail accompli notamment la confection et la rédaction des actes et enfin à promouvoir une dynamique de nature à renforcer la compétence et le niveau de connaissance des Huissiers hongrois.



Mme Olga HILDEBRAND et M. VIDA

te tenu du volume des affaires à traiter et qu'il serait de bonne administration d'en porter leur nombre à 300 voire 350.

L'installation matérielle des huissiers est jugée comme précaire en de nombreux endroits en raison d'une insuffisance d'aide financière «vous devez lutter avec vos problèmes économiques sans aucune aide financière» (Mme HILDEBRAND).

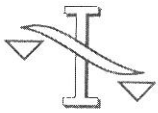
peut avancer les frais de l'exécution, cette charge incombe à l'état par l'intermédiaire des tribunaux départementaux.

Malheureusement, devait déplorer la représentante de l'autorité de tutelle, «bien souvent les budgets des tribunaux départementaux ne permettent pas de répondre aux demandes de l'huissier».

Le domaine de la responsabilité de l'huissier a fait l'objet

(1) Un tiers des ménages hongrois ont des revenus égaux au SMIC (800 Fr.) et les ménages hongrois sont notablement endettés.





The 2nd conference : two years on 5., 6. and 7. september 1996

Siofok, which is about 120 km from Budapest on the peaceful shores of Lake Balaton, provided the venue for the second conference of the new National Chamber of Hungarian Bailiffs. The programme of the meeting was very busy with papers, analyses and discussions spread over three days.

Many well known people were able to attend, including Mr. Vida, «father of the Hungarian law of bailiffs», representatives from the Ministry of Justice, members of the association of lawyers and the President of the U.I.H.J., Mr. Jacques Isnard.

Only six of the 185 Hungarian bailiffs did not respond to the organiser's invitation.

After the opening day, on which the President of the International Union made a speech offering the Union's collaboration in the creation of a body for the training of Hungarian bailiffs, the work of the

conference continued in private, as was appropriate for the discussion of internal problems. However, thoughts for the future were not neglected.

The last day was reserved for speeches and was the opportunity for Mr. Vida to deliver an extensive commentary on the application of the 1994 Act entitled «The Law of Seizure».

Mr. Vida first stressed the political impact of the 1994 Act, which was the product of fortunate circumstance. He added that in the current state of the parliamentary timetable the creation of such a provision would now be impossible.

In 1996, Hungarian bailiffs and process servers served around 350.000 writs of which 250.000 were served by independent bailiffs, the rest being divided between departmental bailiffs and notifications to third parties in government offices.*

Only one third of writs of execution issued resulted in recovery by bailiff, the remaining two thirds either brought no result or led to a direct settlement between debtor and creditor.

Execution may fail either because of the financial situation of the debtors who lack realisable personal property¹ or because legal powers are insufficient to prevent compa-

nies from organising their insolvency with care of concealing their assets. In some sectors, such as the payment of maintenance, execution is ineffective due to the poor quality of the debtor's property.

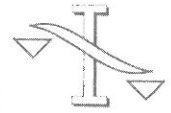
In such circumstances, the law on seizures has already proved defective, although of recent date, which has led President Kroniker to observe that these weaknesses were there at the outset. However, no amendments are expected for the time being.

Therefore, it is up to the practitioners, the bailiffs, to make the law as effective as possible, but this has not happened yet.

This is of great importance for the success of the Act because the public tend to distrust the institutions of justice and lawyers and prefer to seek recovery through specialised agencies. These agencies are now asking for a provision authorising them to set up their own national organisation.

However, the law on seizures and bailiffs does reveal the intentions of the ungarian authorities, who wish to make clear their requirements of the profession.

The liberalisation has brought a considerable increase in the number of demands for execution entering bailiffs' offices



(between 100 and 150 a month), which were formerly held up in the courts. The bailiffs do not have the resources to deal with such a volume of work and are forced to choose between cases, favouring the most lucrative.

This situation has been criticised by some creditors who have been the victims of delay and it has given rise to debate about the function of the independent bailiff. It tarnishes the image of the institution, whose reputation has been brought into disrepute by sceptics who often know little or nothing of the role of the bailiff.

The activities of bailiffs are greatly appreciated by judges who have noted that judgements have been executed more effectively since the arrival of independent bailiffs. Nevertheless, problems created by certain court officials disenchanted with their inferior social standing are to be deplored. Elsewhere, administrative incompetence in the judicial system, which is still hampered by the cumbersome organisation of the past, is a source of problems. Moving on to the question of bailiffs' charges, Mr. Vida discussed profitability, stressing that it was a question of methods of management which were proper to bailiffs. He added that there was a risk but it was up to bailiffs to organise themselves to make their activities profitable.

The application of charges was a huge grey area. Maybe regulations governing the adaptation were called for.

In closing his address, Mr. Vida returned to the organisation of training. The law required that bailiffs' legal knowledge be brought up to date. The level of training must be raised without forgetting the importance of practice. The U.I.H.J. should play an active part in setting up a training department.

After Mr. Vida's proposals, Mrs. Olga Hildebrand, Deputy Head of the department of the Ministry of Justice, reviewed the progress of the profession over the last two years.

Mrs. Hildebrand expressed a certain disappointment at the lack of interest in the creation of the profession of independent bailiff in Hungary. Outside the Ministry of Justice, the authorities had shown only a slight interest in the profession. A public relations campaign had just been undertaken with some success, notably at the Ministry of Finance, which was intending to impose a tax of 25 % on bailiffs' writs !

Numerous complaints had been made about bailiffs due to the rules on charges, and the speed with which less lucrative cases were dealt with was also a source of dissatisfaction.

The Ministry of Justice also considered that there were not enough bailiffs for the volume of business and good management would suggest that their number be increased to 300 or even 350.

Setting up of bailiffs' practice was thought to be precarious in many places due to inadequate financial assistance. Mrs. Hil-

debrand added that the profession would have to struggle with its economic problems without any financial help.

In spite of this, the Ministry of Justice had found that independent bailiffs were much more effective than government employees. The Ministry was pleased with the quality of contact between bailiffs and debtors, which was generally excellent.

When an impecunious creditor was not able to advance the costs of execution, his fees became the responsibility of the state through the intermediary of the departmental courts.

Mrs. Hildebrand was forced to admit that, unfortunately, the budgets of the departmental courts very often did not allow payment of the bailiffs' claims.

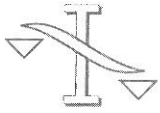
The area of bailiffs' responsibilities was then examined. In Hungary, bailiffs had to take out civil liability insurance for a minimum of one million Forints for a premium of 18 000 Forints (30 Forints = 1 FF).

The speaker concluded by urging the profession to monitor the quality of work, notably the preparation and drafting of writs, and finally to provide the dynamism necessary to increase the competence and raise the level of knowledge of Hungarian bailiffs.

* Meaning of the French is not clear - Translator.

(1) One third of Hungarian households have an income equal to the SMIC (800 FF) (legal minimum wage) and Hungarian households are often seriously in debt.





Kongresszus - Eredményértékelés két év után

*Budapesttől
120 km-re a Balaton
mellett fekvő Siófokon
került megrendezésre
a két éve alakult Magyar
Bírósági Végrehajtók
Kamarájának második
országos kongresszusa.
A renkiivül tartalmas
program három napba
sűrítette az előadásokat
és tevékenység értékelése-
ket.*

A kongresszusun résztvett a szakma néhány prominens képviselője is, úgy mint Vuda úr a végrehajtói törvény megalkotója, az igazságügyminisztérium képviselője, az ügyvédi kamara képpviselője, valamint J. Isnard, az UIHJ elnöke.

A 185 magyar végrehajtó közül csak öten maradtak távolszínvonalas rendezvényről.

A kongresszus első neapján a Nemzetközi Egyseület elnöke tartott beszédet, melyben felajánlotta az egyesület támogatását a magyar végrehajtók továbbépzésére vonatkozóan.



Au premier plan : M. KROENICKER (Président), M. DIENESCH
Au fond, Me ISNARD

A nap hátralévő részében a kamara belső problémái, valamint a jövőre vonatkozó kérdések derultek megvitatásra.

A felszólalók között Vida úr hosszasan értékelte as 1994-ben született un. «Végrehajtói Torvény» gyakorlati alkalmazását.

Vida úr kiemelte, hogy a végrehajtói törvény 1994-ben a lehető legkedvezőbb politikai kontextusban született, melynek elfogadása ma már nehezebb lenne.

A végrehajtók 1996-ban 350.000 ügyet kezeltek, melyből 250.000-t a független végrehajtók. A többi ugy a még mindig alkalmazotti státuszban tevékenykedo végrehajtókhoz került.

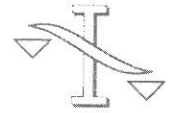
Végrehajtói ügyek csupán egyharmada kerül a végrehajtókhoz, kétharmada az adóz és

az adósságvkövetelo között közvetlenül kerül lerendezésre. A végrehajthatalan ügyek nagy része túlnyomó többségében az adós kedvezetlen anyagi helyzetéből ered.

A magyar családok egyharmada él a létminimum alatt /800 FFR/ és sok család súlyosan eladódodott.

Másrészt még nincs meg a megfelelő jogi apparátus azokra az esetekre, amikor egyes eladósodott vállalkozások elrejtik lefoglalható javaikat a végrehajtás elöl. Sokszor a geyrektartás összege sem hajtható be az adós kedvezetlen anyagi helyzete miatt.

Ezek az esetek bizonyítják, hogy a törvény, Krejniker elnök úr szerint, már megalkotásakor hiányosságokat hordozott, melynek korrigálására egyenlore nem kerül sor.



A törvénygyakorló végrehajtók feladata a törvénykorrekcióra javaslatot tenni a későbbiekben.

Ez azért is lényeges, hogy a magyar végrehajtás egyre nagyobb bizalomnak örvendjen az ügyfelek részéről.

A végrehajtási törvény egyúttal kifejezi a magyar hatóságok végrehajtókkal szemben támasztott követelményeit is.

A végrehajtás liberalizálásának egyik következménye, hogy megnőtt a végrehajtást kérok száma / végrehajtónként havi 100-150 esettel/. Tekintve, hogy az egyes végrehajtók ilyen nagyszámú ügyet nem tudnak mind eredményre vinni, így fontossági sorrendben kezelik az ügyeket. Ez természetesen a hátráltatott ügyek adóssághöveltoinek reklamációját vonja maga után.

A bírók részéről a végrehajtási eljárás kedvező megítélésnek örvend, tekintve, hogy a liberalizált végrehajtás hatékonyabb. A bírósági kolgozók alacsonyabb alkalmazotti bérezése azonban sok esetben féltékenységű eredményez. A nehézkes adminisztratív procedurák sajnos sokszor lassítják az ügymenetet.

A végrehajtási tarifákra vonatkozóan Vida úr megjegyezte, hogy jobb szervezettel a hatékonysági fok növelhető. A tarifák érvényesítésének területén is számos probléma merül fel. Szükségessé vált ennek a kérdésnek az írásos szabályozása.

Beszédének végén Vida úr szakmai támogatásáról biztosította a végrehajtókat. Megemlítette továbbá, hogy a végrehajtói képzés színvonalát is növelni kell. A Nemzetközi Bírósági Végrehajtók Egyesülete aktívan részt vállal a képzés területén.

Hildebrand azsszony sajnálatát fejezte ki amiatt, hogy a magyar hatóságok nem túl nagy érdeklődést tanúsítanak a liberalizált végrehajtás uránt.

Törtétek már lépések a szakma támogatottsága érdekében, például a Pénzügyminisztérium-nál, ahol ígéretet tettek az adó 25 %-ra való csökkentésére.

A tarifális rendszer miatt számos reklamáció merül fel. A kevésbé jovedelmezo esetek lassúsága miatt is sokszor éri kritika a végrehajtókat.

A minisztérium képviselője szerint még mindig kevés a végrehajtó, 300-350 végrehajtói létszám lenne ideális.

A végrehajtók vállalkozásukba külső anyagi segítséget nem kapnak, így saját erejüköl kell

a tevékenységűkhöz szükséges feltételeket megteremteni.

Ezzel együtt a minisztérium képviselője lényegesen színvonalasabbnak tartja a független végrehajtók munkáját az alkalmazotti státuszú végrehajtói munkához dépest, valamint oromét fejezte ki amiatt, hogy végrehajtók és a végrehajtást kérok kapcsolata nagyon jó.

Ha az adós anyagi helyzete miatt nem tudja megelolegezni a végrehajtás költségét, az állam a bíróságok közvetítésével magára vállalja. Sajnos a bíróságok költségvetési nehézségei miatt, sok esetben nem tudnak ennek eleget tenni.

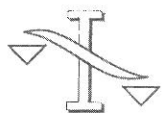
A végrehajtói felelősségvállalás fontos napirendi pontként került értékelésre. Magyarországon a végrehajtók egy egymillió forintos felelősségbiztosítást kotelesek kotni, melynek költségvonzata 18000 Ft. / 1FFR = 30 Ft/.

Végül a minisztérium képviselője elismeréssel szólt a végrehajtói munka minőségének javulásáról és a szakmai ismeretek folyamatos bővüléséről.



Une partie de l'assistance





Huissier de Justice,

«Un métier - un droit - un espace» ...»

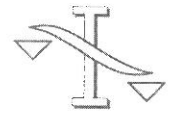


Congrès du 10 au 13 juin 1997

Tel est le thème, pas forcément évocateur, du prochain congrès international qui se tiendra à Stockholm du 10 au 13 juin prochain.

Pourquoi «un métier, un droit, un espace» ... ?

Sans doute pour donner toute son ampleur aux actions conduites depuis plusieurs années par l'Union en contemplation des objectifs illustrés par ce triptyque.



UN MÉTIER

L'Huissier de Justice, selon les contours qu'on lui dessine ça et là, est un agent de signification et d'exécution ou simplement d'exécution ou encore une sorte de Sheriff désarmé. Les conceptions naturellement divergentes des deux philosophies qui dominent les différents régimes juridiques que nous offrent d'une part la culture anglo-saxon et d'autre part les systèmes inspirés du code Napoléon déclinent un double profil de l'huissier : celui exerçant à titre libéral et celui doté d'un statut d'agent public. Dans le premier cas l'huissier de justice est un instrument fédérateur des activités liées à l'exécution, dans le second cas, il s'insinue dans une galaxie disparate de professionnels de l'exécution. Selon les pays il faut en effet plusieurs acteurs différents pour remplir les fonctions de l'Huissier de Justice français (ou du Bénélux).

Or, depuis quelques années sous l'influence de l'Union Internationale des Huissiers de Justice dont les ambitions ont été clairement affirmées lors du conseil permanent de Stresa (Italie) en 1991 l'architecture de l'huissier repose sur deux piliers : celui du libéralisme et celui du haut niveau de compétence juridique.

Par ailleurs, les facteurs économiques qui viennent ébranler les structures étatiques de nos collègues fonc-

tionnaires publics suscitent dans leurs rangs quelques inquiétudes quant à leur avenir.

Le désengagement de l'état dans les dépenses publiques incline vers une version favorable à l'huissier libéral conçu suivant le modèle français.

A la ferveur de ces quelques explications sommaires, il est possible de définir des critères précis de la fonction d'Huissier de Justice telle quelle s'esquisse à l'orée de l'an 2000.

UN DROIT

Une profession souvent étroitement encadrée comme la nôtre est soumise à une évolution normative. Un huissier de justice, un officier ministériel, exerce son activité au regard d'un statut fort d'un dispositif réglementaire rigoureux.

Dans un registre pourtant différent, l'exercice, par exemple, de la fonction de *gerichtsvollzieher* (Allemagne) revêt des aspects tout aussi contraignants.

Par ailleurs, pour suivre l'orientation tracée par l'Union Internationale, l'huissier de justice doit s'imposer comme un professionnel, juriste spécialiste en matière de procédures judiciaires et d'exécution. L'enjeu est de démontrer l'existence d'une discipline spécifique de notre droit nécessitant la prise en compte d'une science juridique, sinon nouvelle, du moins émergente détachable de l'ensemble du droit privé.

Si l'on veut s'attarder, un bref instant, sur le seul cas de la France on s'aperçoit que la réforme des voies d'exécution introduite en 1993, avec ses deux phases conservatoire et exécutoire étendues aux obligations de faire, et enrichie de saisies spéciales (véhicules, coffres-forts, meubles incorporels ...) suscite l'éclosion d'une doctrine naissante aiguillée par des espèces juridiques nouvelles elles-mêmes entretenues par l'évolution du monde économique (entreprises, crédits à la consommation, prêts bancaires ...).

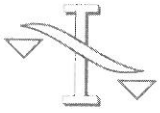
En outre, ce régime s'accompagne d'un dispositif judiciaire spécifique (juge de l'exécution, procureur de la République ...) qui consacre le caractère d'autonomie de la matière.

Face à d'autres droits qui ont vieilli, le droit de l'exécution affiche une puissante dynamique en perpétuel renouvellement ; d'ailleurs, les pays qui n'ont pas su adapter leur dispositif en faveur de l'exécution des titres judiciaires sont confrontés à des problèmes d'ordre interne graves. Dans bien des cas, en effet, l'exécution est devenue le fait d'entreprises mafieuses qui fragilisent l'équilibre démocratique des institutions.

UN ESPACE

Pour favoriser l'épanouissement de cette profession d'huissier de justice et de ce





droit de l'exécution en pleine mutation il importe de créer au véritable espace ; cet espace, au demeurant est déjà réalité.

Dès 1961, la Chambre Nationale française en créant l'Ecole Nationale de procédure (ENP) apportait les premières pierres à l'édifice d'un grand service de formation qui couvre maintenant l'ensemble du personnel des offices, des stagiaires et des huissiers de justice en activité.

Auparavant, celle-ci avait fondé un périodique scientifique et corporatif : «La Revue des Huissiers de Justice». Par ailleurs, dès après la fin de la deuxième guerre mondiale la nouvelle Chambre Nationale avait repris l'organisation des congrès nationaux dont le premier s'était déroulé en 1903.

Progressivement, à partir de 1970, ces congrès, occasion de grands rassemblements de la profession, développèrent des questions d'actualités et des thèmes juridiques qui suscitérent des réformes législatives importantes.

En 1992, au congrès de Bordeaux, les huissiers de justice français émirent l'idée de la création du Titre Européen Exécutoire, dont le principe chemine maintenant un peu partout en Europe.

Dans les Universités françaises, certaines facultés de droit préparent à un diplôme supérieur de troisième cycle réservé à l'enseignement des matières contentieuses et aux

voies d'exécution.

En outre, la Chambre Nationale de Belgique, puis maintenant l'Association Hollandaise organisent à leur tour des colloques ou séminaires internationaux centrés sur le domaine de l'exécution.

L'Union Internationale, elle-même, s'associe à ces manifestations et dans bien des cas assure la maîtrise de nombreuses conférences.

Des publications de droit comparé sont diffusées au Bénélux et en France.

L'Union Internationale, ou certains de ses membres sont appelés tout comme les confrères français, à diffuser l'image du droit de l'exécution et de l'huissier de justice libéral extrait du modèle franco-Bénélux est constamment appelée à répondre à des demandes de coopération et d'expertises exprimées par différents pays.

Tout postule désormais pour l'autonomie d'un droit de l'exécution en Europe, en Afrique, voire en Amérique et en Asie.

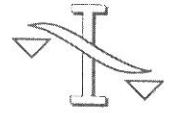
L'ensemble de ces thèmes sera abordé à Stockholm en juin prochain par une équipe de rapporteurs au talent reconnu.

Pour la première fois des représentants de trois continents auxquels s'ajoutera un interlocuteur d'un pays d'Europe Centrale, nouvellement venu au libéralisme, s'exprimeront en abordant chacun une partie des différents sujets.

Nul doute qu'animé par un rapporteur général au brio

éprouvé que ce congrès s'affirme comme un puissant instrument de diffusion des idées articulées autour des trois notions de métier, droit et espace qui nourrissent à elles seules tout l'espoir dans l'avenir de notre profession, un avenir, ainsi qu'il sera démontré ; qui ne dépend plus désormais du seul cadre étroit des limites nationales des états respectifs.

Jacques ISNARD



LES ORGANISATEURS : l'Association des Huissiers suédois

Comité d'organisation

Mme Eva SIEDSTROM-ADLER
Huissier de Justice à Stockholm,
Présidente de l'Union des huissiers
de Justice de Suède
M. Bodil PONTOPIDAN
Huissier de Justice à Helsingborg,
membre du comité de congrès
M. Magnus WESTERSTROM
Huissier de Justice à Kristianstad,
Membre du comité de l'Union des
Huissiers de Justice de Suède
Mme Brigitta FRISELL
Huissier de Justice à Stockholm,
membre du comité de congrès
Mme Nikola HESSLEN
Huissier de Justice à Goteborg,
Membre du comité de l'Union des Huissiers de Justice de Suède



LE COMMISSAIRE GENERAL : Me Jacques GIELEN, Huissier de Justice à Bruxelles (Belgique)

LES INTERVENANTS : Me DIENECH (Hongrie)
Mme Nicola HESSLEN (Suède)
Me HOUET (Belgique)
Me LEGEL (Pays-Bas)
Me André MATHIEU (Canada - Québec)
Me Yacine SENE (Sénégal)

RAPPORTEUR GENERAL : Me Jean-Paul SPINELLI (France)

AVEC LE PATRONAGE ATTENDU DE :

Sa Majesté CARL XVI GUSTAVE Roi de Suède

ainsi que : M. le Ministre de la Justice de Suède
M. les Ministres des Finances de Suède

MONTAGE AUDIO-VISUEL : Me Patrick CLAVEL (France)

LIEU DU CONGRES : Hôtel SHERATON à STOCKHOLM

